

laquelle il est en train de coopérer de plusieurs façons y compris notre participation à la Banque de Développement des Caraïbes. Nous sommes particulièrement heureux que notre adhésion à la Banque Inter-américaine de développement nous offre l'occasion d'étendre et d'intensifier nos relations, non seulement avec les Antilles mais aussi avec tant de pays latino-américains, avec lesquels nous avons noué des liens étroits et importants.

Monsieur Le Président, il y a juste un an que les formalités requises ont été remplies pour l'adhésion du Canada à la Banque. Cette première année en fut une de documentation, où nous avons approfondi notre connaissance des opérations de la Banque, des problèmes et des besoins de ses membres. Cette expérience ne constituait pas le début de notre association avec la Banque, qui remonte à près de dix ans, lorsque celle-ci accepta d'administrer pour le compte du Canada, des prêts au développement à long terme. Notre décision d'adhérer comme membre à part entière fut une décision consciente et délibérée, dictée par le souci de jouer un rôle plus grand dans les affaires du continent, notamment par la voie d'une collaboration élargie à l'effort de développement, qui demeure la principale préoccupation de nos partenaires régionaux. C'est avec confiance et enthousiasme que nous envisageons le resserrement de nos liens avec nos partenaires.

Il est compréhensible, cependant, que la première année ne se soit pas déroulée sans quelques anicroches au fil du rodage que la nouvelle participation créait pour la Banque et pour nous. A mesure que notre rôle devient plus actif en proportion de nos intérêts et de nos ressources, nous tâcherons aussi de garantir que le Canada soit à même d'apporter une contribution maximale, par une participation entière aux divers programmes de la Banque et par la consolidation des prêts et des procédures de l'établissement de marchés par la Banque.

Notre participation engage d'abord mon gouvernement, qui, par la force des choses, a pris l'initiative de ces nouvelles relations; mais elle engage aussi de façon considérable l'intérêt et la bonne volonté du public canadien et, en particulier, des milieux industriels et commerciaux. La présence ici d'une délégation canadienne nombreuse et compétente représentative du secteur des affaires et des finances, est un signe évident de cet intérêt.

Nous sommes souvent aux prises avec l'impératif des réalités changeantes, tant dans nos rapports au sein de la Banque que dans nos contacts de partie à partie. C'est dans cette optique que j'aimerais formuler quelques observations sur certains problèmes plus troublants qui concernent à la fois le climat général dans lequel la Banque doit fonctionner et certaines questions spécifiques dont nous sommes saisis.

RECEIVED
1964
MAY 11 10 58 AM
OTTAWA
LIBRARY